

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 CERGY-PONTOISE

CERGY-PONTOISE, le 21 septembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCI PARCOLOG MARLY

2 rue Pillet Will
75009 Paris

Références : UD95 – 2023 – 688
Code AIOT : 0006511820

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/09/2023 dans l'établissement SCI PARCOLOG MARLY implanté rue Eugène Pottier à Marly-la-Ville. L'inspection a été annoncée le 07/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCI PARCOLOG MARLY
- Rue Eugène Pottier ZI de Moimont II 95670 Marly-la-Ville
- Code AIOT : 0006511820
- Régime : Autorisation

La société Parcolog est propriétaire et exploitant ICPE sur la commune de Marly-La-Ville d'un entrepôt composé de trois cellules. Ces trois cellules sont occupées par la société STACI qui réalise du stockage et de la logistique pour des entreprises.

Les matières stockées sont très majoritairement des produits publicitaires (papier, plastiques).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative du site
- état des stocks
- accessibilité du site pour les services de secours
- moyens de défense incendie et extinction automatique
- contrôle électrique
- exercice d'évacuation
- modélisation incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Accessibilité du site aux services de secours	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 31	Lettre de suite préfectorale	4 mois
6	Moyens incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Classement ICPE du site	Lettre du 17/03/2020	Sans objet
2	Suivi des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018	Sans objet
3	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Sans objet
4	Documents mis à disposition des secours	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.5	Sans objet
7	Extinction automatique	Arrêté Préfectoral du 22/03/2007, article 7.4.6	Sans objet
8	Modélisation incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Sans objet
9	Contrôle électrique	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15	Sans objet
10	Exercices d'évacuation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 14	Sans objet
11	Isolement du site	Arrêté Préfectoral du 22/03/2007, article 3.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des non-conformités susceptibles de présenter des inconvénients et des risques pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.
L'exploitant doit apporter des mesures correctives à ces non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement ICPE du site

Référence réglementaire : Lettre du 17/03/2020			
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE du site			
Prescription contrôlée :			
Rubrique	Intitulé de la rubrique	Éléments caractéristiques	Régime
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t	Quantité totale : 2 400 t correspondant à un volume total de 2 400 m ³	A
1510	Entrepôts couverts (stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des), [...] Le volume des entrepôts étant : 2. Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 300 000 m ³	Capacité maximale de stockage de 13 500 t sur 218 079 m ³	E
2925	Atelier de charge d'accumulateurs La puissance maximum de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	Puissance maximale de 140 kW (2 ateliers de charge)	D
2910-A-2	Combustion [...] A Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, [...] si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Puissance installée 1,8 MW	DC
Constats : Lors de l'inspection, le locataire a indiqué que l'activité de l'établissement n'a pas été modifiée. Le site comprend toujours 3 cellules de stockages avec 2 ateliers de charge et une chaufferie. Du stockage de liquides inflammables est réalisé en quantité très restreinte. Au jour de l'inspection, l'état des stocks indiquait un stockage de 1.2 tonnes de liquides inflammables relevant de la rubrique 4331 (gels hydroalcooliques pour les clients de STACI).			
Type de suites proposées : Sans suite			
Proposition de suites : Sans objet			

N° 2 : Suivi des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O ₂ , SO ₂ , poussières, NO _x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. ----- Non-conformité n°1 de l'inspection du 5 mars 2020 : L'exploitant a réalisé les vérifications périodiques sur son installation de combustion le 18 février 2020, en application de l'article 3.9 et 6.3 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 03 août 2018, mais n'a pas tracé leurs analyses ni la conclusion qu'il tire de ces analyses. Ces éléments sont nécessaires en cas de contrôle. L'inspection rappelle également que l'exploitant doit tenir à sa disposition les rapports réalisés par les organismes de contrôle. [Hors Inspection, l'exploitant a transmis, par courriel du 06 mars 2020, l'analyse qu'il fait des résultats faits par l'organisme de contrôle. Il précise que les organismes de contrôle ne font que les analyses sur les NO _x et pas sur les SO ₂ et les poussières.] L'inspection demande à l'exploitant de préciser cet argumentaire transmis par mail du 06 mars 2020 en s'appuyant sur d'éventuels textes réglementaires.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté son rapport de contrôle des rejets atmosphériques réalisé par la société Bureau Veritas et daté de novembre 2020. Lors de ce contrôle, les NO _x et le CO ont été contrôlés. L'arrêté préfectoral du 22 mars 2007 prévoit une VLE de 150 mg/Nm ³ pour les émissions d'oxydes d'azote. Lors de la mesure de novembre 2020, cette VLE a été dépassée à la marge de 3 mg/Nm ³ . Ce point doit faire l'objet d'une attention par l'exploitant lors de la prochaine mesure (à réaliser une fois tous les 3 ans donc pour la fin d'année) afin de s'assurer de l'absence de dérive de la chaufferie. L'arrêté préfectoral du 22 mars 2007 prévoit également des VLE pour les oxydes de soufre et les poussières. L'inspection des installations classées note que ces paramètres ne sont plus réglementés dans la réglementation ministérielle pour les chaudières fonctionnant au gaz naturel. L'arrêté ministériel ne prévoit pas de mesure de ces paramètres, ces paramètres ne dépendant que de la qualité du gaz naturel (paramètre qui ne dépend pas de l'exploitant).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, le locataire STACI a indiqué et a présenté son outil de suivi des stocks permettant de sortir un fichier excel. Ce fichier classe chaque article selon les rubriques ICPE concernée. La localisation des stockages est présente.</p> <p>Le locataire STACI a présenté lors de l'inspection une synthèse de la masse de produit stockée par cellule. Par courriel du 19 septembre 2023, l'exploitant a transmis pour compléter ces éléments un plan des stockages comprenant des photos indiquant le type de stockage mis en œuvre sur le site (stockage en racks).</p> <p>Ce plan indique également le taux de remplissage de l'entrepôt.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Documents mis à disposition des secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Documents mis à disposition des secours
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il dispose des documents à l'intérieur de l'entrepôt. Il ne dispose pas de moyen de mettre à disposition ces documents d'intervention rapidement auprès des secours en période de fermeture. L'inspection lui a indiqué qu'en l'état, cette situation ne respectait pas les exigences de l'article 3.5 précité.</p> <p>Après l'inspection, par courriel du 19 septembre 2023, l'exploitant a présenté une photo de la boîte aux lettres dont il a fait l'acquisition pour la mise à disposition des documents comprenant plusieurs documents dont le plan des stockages, l'état des stocks, le plan d'intervention interne...</p> <p>La mise en place effective de cette boîte à documents pourra faire l'objet d'un prochain contrôle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Accessibilité du site aux services de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité du site
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir l'accès dégagé en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation et des conditions d'accès au site.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que le site est accessible pour les poids lourds. Les voies de circulation n'étaient pas encombrées permettant une circulation normale des engins. L'exploitant a indiqué que le site est ouvert entre 7 h et 1 h 30 du matin. De nuit, le site est télésurveillé. La société en charge de cette télésurveillance en cas de détection contacte le personnel du locataire (liste de 3 personnes) et en l'absence de réponse envoie une autre société pour la levée de doute. Le locataire a indiqué que le délai maximal pour la levée de doute est d'une heure. Par conséquent, les dispositions mises en place ne permettent pas d'assurer pour les services de secours un accès pour permettre à tout moment leur intervention. Non-conformité n°1 : Contrairement à l'article 3.1 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'accès au site ne permet pas d'être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie
<p>Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; <p>[...]</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures.</p>
<p>Constats : Lors de l'inspection, le locataire et l'exploitant ont présenté les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> - contrôle des extincteurs réalisé par la société chronofeu et daté du 6 septembre 2023 - contrôle des RIA daté du 23 août 2022 par la société AIRESS (vu un devis de remise en conformité d'octobre 2022). L'exploitant a précisé que le prochain contrôle aura lieu en septembre 2023. <p>Par courriel du 19 septembre 2023, l'exploitant a transmis l'attestation de formation de 3 équipiers de 1^{ère} intervention. La dernière formation s'est déroulée en juin 2022.</p> <p>En inspection, il a été vu notamment que les portes coupe-feu ont été contrôlées le 11 juillet 2023 et ne présentent pas de défaut ou de point de blocage.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le contrôle du poteau interne du site par la société HMT daté du 23 janvier 2023. En revanche, l'inspection n'a pas identifié d'essai en pression de ce poteau.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant n'a pas pu présenter d'éléments démontrant la disponibilité de l'eau incendie requis par la D9 (et imposé à l'article 7.4.6 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2023 à 4 000 litres/minute soit 240 m³/h).</p> <p>Non-conformité n°2 : Contrairement à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer la disponibilité du débit de l'eau d'extinction incendie et de l'entretien des poteaux incendie. L'exploitant devra transmettre des éléments démontrant la disponibilité de l'eau d'extinction incendie.</p> </p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2007, article 7.4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Extinction automatique
Prescription contrôlée : Les moyens de lutte contre l'incendie, conformes aux normes en vigueur, comportent : [...] Une installation d'extinction automatique protégeant l'ensemble des cellules de l'entrepôt et les locaux techniques. Cette installation d'extinction automatique incendie est conçue, installée et entretenus régulièrement conformément aux normes en vigueur. Elle est en permanence en adéquation avec les conditions de construction (hauteur et structure des bâtiments, pente de toiture...), d'aménagement et d'exploitation (nature et quantité de matières stockées, localisation et conditions de stockage, appareils d'éclairage, chauffage des locaux, désenfumage,...)
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle semestriel du dispositif d'extinction automatique incendie (Q1) daté du 15 février 2023. Ce rapport fait mention d'une non-conformité. L'exploitant a présenté le devis de remise en conformité daté du 11 août 2023. Lors de la visite, l'inspection s'est rendue dans le local des groupes motopompes (GMP) et a constaté que les contrôles sont réalisés hebdomadairement. Les réserves de fioul des GMP étaient pleines.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Modélisation incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
Thème(s) : Risques accidentels, Modélisation incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de modélisation incendie réalisé par le bureau d'études B27 en décembre 2022. Ce rapport montre qu'aucun flux thermique de plus de 8 kW/m ² ne sort du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Contrôle électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle électrique
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le dernier contrôle des installations électriques réalisé les 13-14 mars 2023. Ce rapport fait état de 6 observations (non déjà signalées). Par courriel du 19 septembre 2023, l'exploitant a transmis l'attestation de levée des réserves du 13 septembre 2023 de la société MARINELEC. Ces éléments montrent que les installations électriques sont vérifiées et maintenues.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Exercices d'évacuation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Exercices d'évacuation
Prescription contrôlée : Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.
Constats : Le locataire a présenté le dernier rapport d'exercice évacuation qui a été réalisé le 10 mars 2023. Ce point n'appelle pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Isolement du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2007, article 3.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement du site
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs ou de vannes de sectionnement de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toutes circonstances localement.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que la pompe de relevage qui doit être arrêtée en cas d'incendie (conduisant alors à l'isolement du réseau du site), n'était pas accessible. La flore ayant poussé autour du bassin de rétention rend la pompe de relevage inaccessible. Le boîtier de la pompe de relevage était visible depuis le grillage mais aucun panneau d'indication n'était visible. Par courriel du 19 septembre 2023, l'exploitant a transmis des photos montrant que l'accès aux pompes de relevage a fait l'objet d'un élagage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet